

Brochure n° 3342

Convention collective

IDCC : 2622. – **CRÉDIT MARITIME MUTUEL**

AVENANT N° 3 DU 22 DÉCEMBRE 2005
PORTANT CORRECTION D'ERREURS MATÉRIELLES DE LA CONVENTION

NOR : ASET0750037M

IDCC : 2622

PRÉAMBULE

Depuis la mise en place de la convention collective du Crédit maritime mutuel du 18 janvier 2002, les partenaires sociaux se sont rencontrés à plusieurs reprises afin de préciser ou de faire évoluer les dispositions de ce texte.

Un certain nombre de décisions ont été arrêtées et mises en application par voie de recommandations auprès des entreprises adhérentes à la fédération nationale du Crédit maritime mutuel.

Afin d'en faciliter la lecture et de les intégrer dans la convention collective, il a été décidé de les formuler sous la forme du présent avenant.

Article 1^{er}

Errata

Un certain nombre d'erreurs matérielles ayant été constatées dans l'édition de la convention collective, il y a lieu de préciser les points suivants :

Article 7

Attributions

Au point 5, il y a lieu de lire : « formule des avis sur renvoi des commissions paritaires de recours interne ».

ANNEXE I

TITRE I^{er}

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Modalités de transition

Il y a lieu de lire : « Date de référence à prendre en compte... »

Dispositions relatives à la maternité

Il y a lieu de lire :

- « Date du début du congé prénatal légal antérieure au 1^{er} janvier 2002 » ;
- « Date du début du congé prénatal légal postérieure au 31 décembre 2001 ».

ANNEXE V

TITRE IV

GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Métiers repères

Il y a lieu de lire : « Responsable de projet informatique et organisationnel ».

Article 2

Prime de diplôme

A la suite de la création du BTS banque adopté par la commission professionnelle consultative du ministère de l'éducation nationale en date du 27 avril 2001, il a été décidé de verser à tout salarié en activité une prime de 1 450 € pour l'obtention du BTS banque.

Article 3

ANNEXE V

TITRE IV

GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Métiers repères

La liste des métiers repères de la convention collective est complétée comme suit :

- technicien administratif des opérations bancaires : réalisatrice, rédacteur des crédits ;
- chargé d'accueil et services à la clientèle : chef de guichet, assistant(e) de clientèle ;

- chargé de clientèle des particuliers : chargé de clientèle, chargé(e) clientèle particuliers, conseiller financier, commercial-conseiller interne, conseiller clientèle mixte ;
- responsable d'un point de vente : chef d'agences centrales, adjoint directeur d'agence, responsable de bureau, second d'agence, responsable de site périodique ;
- responsable d'unité ou de service traitant les opérations bancaires : directeur administratif, adjoint directeur de réseau, adjoint directeur engagements-contentieux, responsable engagements, responsable logistique, responsable de cellule, responsable réalisation ;
- analyste des risques : gestionnaire des débiteurs, gestionnaire des risques, contrôleur qualité, gestionnaire des risques spéciaux, adjoint service contentieux, analyste contentieux ;
- chargé de conception, montage, conseil en produits financiers : directeur engagements, conseiller technique ;
- inspecteur, auditeur : directeur inspection-audit, directeur ou responsable du contrôle interne, contrôleur interne ;
- analyste, développeur informatique : responsable informatique, correspondant informatique ;
- juriste, fiscaliste : directeur affaires juridiques, responsable juridique et contentieux ;
- gestionnaire ressources humaines : directeur ressources humaines, responsable ressources humaines, assistant ressources humaines, gestionnaire paie, gestionnaire formation ;
- assistant technique, secrétaire : assistant(e) de direction, secrétaire commerciale, permanent comité d'entreprise, responsable assurance, assistant(e) fichier, responsable moyens d'exploitation et des immeubles, secrétaire portefeuille, gestionnaire successions ;
- spécialiste du marketing : directeur ou responsable de marchés particuliers, professionnels, entreprises, directeur de développement gestion de patrimoine, responsable service action commerciale ;
- contrôleur de gestion : directeur contrôle gestion, affaires financières, assistante contrôle gestion ;
- chargé de communication : directeur général adjoint, directeur de développement.

Article 4

Dépôt

Le présent avenant fera l'objet d'un dépôt en 5 exemplaires auprès de la direction départementale du travail de la Roche-sur-Yon, et en 1 exemplaire auprès du greffe du conseil de prud'hommes des Sables-d'Olonne.

Fait aux Sables-d'Olonne, le 22 décembre 2005.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

Fédération nationale du Crédit maritime mutuel, représentant les structures suivantes :

- caisse régionale de Crédit maritime mutuel du Nord ;
- caisse régionale de Crédit maritime mutuel du littoral de la Manche ;
- caisse régionale de Crédit maritime mutuel du Finistère ;
- caisse régionale de Crédit maritime mutuel du Morbihan et de la Loire-Atlantique ;
- caisse régionale de Crédit maritime mutuel de la Vendée ;
- caisse régionale de Crédit maritime mutuel du littoral du Sud-Ouest ;
- caisse régionale de Crédit maritime mutuel de la Méditerranée ;
- société centrale de Crédit maritime mutuel.

Syndicats de salariés :

Confédération française des travailleurs chrétiens de banques et établissements financiers (CFTC) ;

Confédération française démocratique du travail (CFDT) ;

Syndicat CGT-FO ;

Fédération CGT des syndicats du personnel de la banque et de l'assurance.